

L'OPINION PUBLIQUE

Journal Hebdomadaire Illustré

Abonnement, payable d'avance : Un an, \$3.—États-Unis, \$3.50.
Tout semestre commencé se paie en entier.
On ne se désabonne qu'au bureau du journal, et il faut donner au moins quinze jours d'avis.

Vol. XI.

No. 18.

Prix du numéro, 7 centins.—Annonces, laligne, 10 centins.
Toute communication doit être affranchie.
Les remises d'argent doivent se faire par lettres enregistrées ou par bons sur la poste.

JEUDI, 29 AVRIL 1880

AVIS IMPORTANTS

L'Opinion Publique est imprimée et publiée tous les jeudis par la COMPAGNIE DE LITHOGRAPHIE BURLAND (limitée,) à ses bureaux, Nos. 5 et 7, rue Bleury, Montréal.

Le prix d'abonnement pour ceux qui paient d'avance, est de TROIS PIASTRES par année pour le Canada et TROIS PIASTRES ET DEMIE pour les États-Unis; mais on exige de ceux qui ne se conforment pas à cette règle \$3.25 par année s'ils ne paient qu'au bout de trois mois, et \$3.50 s'ils ne règlent qu'à la fin de l'année.

Les lettres d'abonnements ou traitant d'autres affaires doivent être adressées à G.-B. BURLAND, Gérant, ou : "Au Gérant de *L'Opinion Publique*, Montréal."

Adresser les correspondances littéraires : "Au Rédacteur de *L'Opinion Publique*, Montréal."

Si une réponse est demandée, il faut envoyer une estampille pour en payer le port.

Lorsqu'on veut obtenir des exemplaires extra du journal, le prix de ces exemplaires, en estampilles ou autres valeurs, doit accompagner la demande.

Nos abonnés à Montréal sont priés de nous faire connaître toute irrégularité dans le service du journal.

NOTRE PRIME

Nous avons à offrir à nos abonnés, cette année, une prime qui va faire sensation, la plus belle à l'exception d'une seule, de toutes celles que nous avons données depuis l'existence de L'OPINION PUBLIQUE. C'est une grande gravure qui représente la sainte Vierge tenant sur ses genoux le Christ et saint Jean-Baptiste enfants. Rien de plus poétique, de plus charmant que cette gravure; elle éveille les souvenirs les plus religieux, inspire les sentiments les plus suaves. Nous sommes sûrs que ceux qui l'auront vue une fois, voudront l'avoir à tout prix pour la faire encadrer.

Que nos abonnés se hâtent donc de payer ce qu'ils nous doivent afin d'avoir droit à cette prime et que ceux qui ne sont pas encore abonnés à L'OPINION PUBLIQUE se hâtent de le devenir.

Il n'y a pas un pays au monde où les propriétaires de journaux offrent au public autant d'avantages. "Je suis heureux, nous disait quelqu'un, d'être abonné à L'OPINION PUBLIQUE, c'est un journal intéressant et instructif; il forme relié un volume précieux que je conserve avec soin, mais que je puis vendre au bout de l'année assez cher pour me rembourser de ce qu'il me coûte, et j'ai par-dessus le marché une prime qui vaut, à elle seule, le prix de l'abonnement." Rien de plus vrai et ceux qui sont en état d'apprécier ces avantages devraient se faire un devoir de répandre partout L'OPINION PUBLIQUE, de la faire recevoir dans toutes les familles où on sait lire.

Auront droit à notre prime tous ceux qui auront payé leur abonnement jusqu'au premier janvier prochain et les nouveaux abonnés qui auront payé une année d'avance.

LA SESSION

Le vote sur le fameux amendement de M. Blake au sujet du Pacifique a été pris mardi dernier, après un débat prolongé. Cet amendement a été rejeté par une majorité de quatre-vingt-deux voix sur cent quatre-vingt votants. Les rangs ministériels n'ont pas été ébranlés, et se sont même accrus d'un allié de gauche, qui abandonna son parti pour voter avec le gouvernement sur cette question. M. Blake a rallié en tout quarante-huit adhérents, parmi lesquels M. Mackenzie.

La position de celui-ci était particulièrement gênée. Il s'en est tiré de la meilleure manière. Refuser de se joindre à ses amis pour censurer les travaux faits en Colombie, c'eût été reconnaître que le coup lui était destiné à lui-même en même temps qu'aux ministres du jour, et se décapiter par ce seul fait. Cela eût équivalu à une résignation en règle comme *leader*. Tandis qu'en emboitant le pas derrière son rival et en ayant l'air de ne pas s'apercevoir de la manœuvre de celui-ci, M. Mackenzie y perdait seulement du prestige, ce qui était un moindre mal et valait encore mieux que de perdre le commandement. Il reste moins considéré, mais il reste, et en politique s'il fallait toujours y regarder de si près on n'élèverait rien de solide ni surtout de durable.

M. Blake, pour sa part, visait deux buts à la fois : diviser le parti ministériel si possible, et embarrasser M. Mackenzie. Il les a manqués tous les deux.

Aussitôt après le vote, mercredi matin, la Chambre s'est formée en comité des subsides et a passé un premier item d'un million pour la section de Yale-Kamloops.

La Colombie est un pays difficile, et la construction du chemin de fer y coûtera beaucoup plus cher que dans les prairies du Nord-Ouest. Cette dernière section, en outre, se colonisera beaucoup plus rapidement que l'autre et devra nous rémunérer plus tôt par conséquent. Il serait à désirer que pour le moment on pût s'occuper exclusivement du Nord-Ouest. Mais il est impossible de négliger entièrement la Colombie, comme le propose M. Blake. Les conditions de l'arrangement Carnarvon, acceptées par M. Mackenzie en 1874, sont trop formelles pour cela, et force est au gouvernement de pousser les travaux du Pacifique dans l'Ouest et dans la Colombie à la fois.

La motion Blake donna lieu à une discussion importante. L'hon. M. Langevin, M. Thomas White, etc., y prirent part. M. Anglin, qui avait déjà parlé longuement quelques jours auparavant sur le tarif, plaça encore un grand discours à cette occasion. M. Anglin est moins désagréable à entendre qu'à voir parler. Ceux qui connaissent sa manière nous comprendront. Il perd à être vu. Il a des mouvements de bouche difficiles à décrire. Et puis, sa voix a des intonations peu harmonieuses qui ne tardent pas à fatiguer.

Mercredi, jour de la Chambre, il n'y eut rien d'important. La majorité de la députation passa l'après-midi sur la terrasse, à contempler l'incendie de Hull, dont Néron eût envié le spectacle. Jeudi, une grande partie de la séance a été prise par le bill du gouvernement sur le revenu de l'intérieur. Pendant la soirée, une dizaine de millions destinés au Pacifique furent pas-

sés au crible, en comité. Vendredi, la Chambre continua à discuter les crédits. On s'accorde à croire que la session finira la semaine prochaine, ayant duré environ quatre-vingts jours.

A. GÉLINAS.

La vraie origine du terme "écuyer." C'est un américanisme

Le terme *écuyer* est d'origine américaine; c'est un autochtone, un aborigène du nouveau monde. Il était employé par nos prédécesseurs les Sauvages que nous avons charitablement dépouillés de leurs biens temporels au seizième siècle, afin de les rattacher plus fortement aux biens spirituels, les seuls véritables et que la rouille ne corrompt pas. Sous sa forme primitive le vocable *écuyer* signifiait persequer, des mots indiens *ec, ek, eg, cuir, et uier, chevelu*; puis lorsque le Lhomond des Peaux-Rouges eut fait un *y* des deux *i*—comme dans *pays, moyen, joyeux*—il signifia enleveur de chevelure, artiste en scalpe. Ce mot était un signe et un titre de noblesse. Il n'était porté que par les personnes qui avaient scalpé plusieurs ennemis. Trait remarquable pour les ethnographes en ce qu'il prouve que les Indiens sont de même origine que les blancs, et non une production du pays comme l'a prétendu Voltaire. En effet, les blancs réputent nobles ceux d'entr'eux qui ont non scalpé, mais tué complètement le plus d'hommes possible. La noblesse française date des champs de bataille. Au temps de Charlemagne on s'enoblissait en coupant le col aux payens—obstacle insurmontable à la conversion de ces derniers—pendant les Croisades il fallait occire moult Sarrasins; actuellement il suffit de verser le sang de quelques Russes, Anglais, Chinois, Zoulous, Nègres, ou enfin des Allemands.

Autre trait de ressemblance. Chez les barbares du continent américain ceux qui avaient le plus mangé d'hommes, les vrais anthropophages qui, dédaignant la viande crue, rôtissaient leurs ennemis avant que de les avaler, étaient choisis pour chefs, Sagamos, Sachems, Donacounas. Il en est encore ainsi parmi les nations dites civilisées. Pour être chef, roi, empereur, il faut avoir marché dans le sang humain jusqu'à la cheville du pied, forcé les vaincus à se manger eux-mêmes, égorgé les enfants sur le sein de leurs mères, sans oublier de saccager les moissons, de brûler les villes, et de piller les battus à merci. Alors on prend le nom de Conquérant Héros, guerrier sans peur et sans reproche, pacificateur, libérateur et autres titres menteurs. C'est par ce moyen que César, Charlesmagne, Napoléon se sont immortalisés et que Grant aspire à un troisième terme.

Quand nos érudits disent que les premiers Français de la Nouvelle-France portaient le titre d'*écuyer*, ils sont sur la route du vrai; mais ils devraient ajouter que les Peaux-Rouges en ont été les premiers propriétaires et que les Européens leur ont volé ce titre avec le reste de leurs biens.

Mais il faut bien l'avouer—malgré notre vanité—ce terme a bien perdu de son prestige, depuis qu'il sert de suffixe à nombre de personnes qui n'ont oncques tué que des mouches et des poules, de-

puis surtout qu'il appartient *ipso facto* à toute personne qui reçoit un journal, quand même elle ne le paierait pas! J'aurais oublié de dire que le débiteur que son créancier menace de poursuite judiciaire et qu'il espère mettre en prison est toujours qualifié d'*écuyer* par son boureau.

Or donc, comme disait dame belette dans Lafontaine, puisque le terme *écuyer* est peau-rouge d'origine on peut le porter aujourd'hui sans trop d'inconvénient vu que nous sommes les hoirs et ayant cause des Sauvages—des Canadois comme disent les anciens auteurs—et que le mort saisi le vif, suivant la coutume de Paris.

C. LÉPINE.

L'Assomption, 21 avril 1880.

N. B. Comme les incrédules pourraient douter de la véracité de ce que j'avance à propos du mot *écuyer*, je me crois obligé, en conscience, de citer l'autorité sur laquelle je fonde mon avancé. C'est Marc Lescarbot, historien de la Nouvelle-France, et véridique, puisqu'il était avocat, et honnête, puisqu'il ne plaïda jamais une seule cause.

Il établit dans son poème sur Memberton, à la dernière page de son manuscrit, que le vocable *écuyer* est d'origine indienne, tel que je viens de l'écrire. Malheureusement, cette page s'est perdue pendant que Lescarbot traversait l'Atlantique pour aller faire imprimer son ouvrage à environ cinq cent lieues de Port-Royal. Mais comme la matière ne se détruit point, on trouvera nécessairement cette feuille manuscrite quand on curera cet océan, et on verra que ce que j'émetts ici est la vérité vraie.

C. L.

M. RAMEAU ET L'ÉMIGRATION

Le *Travailleur*, de Worcester, publie une lettre que vient de lui adresser M. Rameau sur le sujet de l'émigration des Canadiens-Français aux États-Unis. L'émigration est un grand problème, dont la solution paraît indépendante de la politique. C'est un phénomène qui provient de causes supérieures et placées hors du contrôle des gouvernements. C'est de cette manière que M. Rameau envisage la question. Voici un passage de sa lettre au *Travailleur*:

Certainement l'émigration a été un grand mal, mais du moment où ce mal était devenu un mouvement nécessaire, irrémédiable, le mieux à faire est ce qui a été fait, et il faut rendre justice aux hommes intelligents et énergiques, tels que l'abbé Primeau, l'abbé Martial, vous, M. Carissan, etc., etc., qui avez transformé ce mal en un bien relatif et qui organisez partout de petites cités canadiennes au sein de la cité américaine.

N'oubliez pas que le peuplement des cantons de l'Est s'est opéré ainsi : c'est en organisant la paroisse canadienne au milieu du township anglais qu'on est peu à peu arrivé à supplanter la population anglaise préexistante. L'unité française et catholique de la paroisse s'est trouvée plus forte que l'unité anglaise et topographique du township; il s'est élevé une paroisse, deux paroisses, trois paroisses, et le township a éclaté en lançant dans toutes les directions des débris anglais qui ont disparu pour laisser à découvert les paroisses françaises solidement établies.

Or il est possible que dans un temps donné, si l'émigration canadienne continuait à vous alimenter, et si la concentration et la conservation des éléments canadiens se maintenaient avec le même entraînement et la même habileté, il serait possible que dans certains centres la pré-